

ARRETE N°2004 **228** /MS/CAB/
PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE
D'UN CABINET PRIVE DE SOINS INFIRMIERS.

LE MINISTRE DE LA SANTE

- Vu la Constitution ;*
- Vu le Décret n°2002-204/PRES du 6 Juin 2002 portant nomination du Premier Ministre ;*
- Vu le Décret n°2002-205/PRES/PM du 10 Juin 2002 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;*
- Vu le Décret n°2004- 003/PRES/ PM du 17 Janvier 2004 portant remaniement du gouvernement du Burkina Faso*
- Vu la Loi n°23/94/ADP Portant Code de la Santé Publique et ses textes d'application ;*
- Vu la loi N°034/98/AN du 18 mai 1998 portant loi hospitalière ;*
- Vu le Décret N°2002-464/PRES/PM/MS du 28 octobre 2002, portant organisation du Ministère de la Santé ;*
- Vu vu le Décret N°00-457/PRES/PM/MS du 03 Octobre 2000 portant conditions d'exercice privé des professions de santé ;*
- Vu le dossier de demande de l'intéressé ;*
- Sur Avis de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation d'ouverture, d'extension et de transfert de structures de santé privées ;*

ARRETE

Article 1^{er} : **Monsieur Saïdou Patrice ILBOUDO**, Attaché de Santé à la retraite, est autorisé à ouvrir un cabinet privé de soins infirmiers à la parcelle B, lot 50, section WR, du secteur 17 de la commune de Ouagadougou, province du Kadiogo.

Article 2 : Monsieur Saïdou Patrice ILBOUDO devra se conformer aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière d'exploitation d'établissements privés de santé au Burkina Faso, notamment :

- Assurer la tenue personnelle de l'établissement ;
- Veiller à la supervision effective de l'établissement par le médecin de tutelle ;
- Respecter la politique nationale de santé ;
- Limiter son activité aux actes autorisés pour les cabinets de soins infirmiers ;
- Respecter la tarification en vigueur pour les actes sus-cités.

Article 3 : Monsieur Saïdou Patrice ILBOUDO n'est pas autorisé à tenir un laboratoire d'analyses médicales ni à vendre des médicaments dans ledit cabinet.

Article 4 : Monsieur Saïdou Patrice ILBOUDO fournira des rapports mensuels d'activités et des rapports hebdomadaires sur les maladies à déclaration obligatoire à la Direction Régionale de la santé du Centre.

Article 5 : L'ouverture et l'exploitation du cabinet de soins infirmiers ne deviendront effectives qu'après l'inspection des locaux et des équipements par l'Inspection Générale des Services de Santé.

Article 6 : Le délai d'ouverture du cabinet de soins infirmiers au public est fixé à un (01) an, pour compter de la date de signature du présent arrêté. Il est renouvelable une fois.

Article 7 : Toute extension, transformation, transfert du cabinet de soins infirmiers d'une localité à une autre, ou d'un site à un autre à l'intérieur d'une même localité est subordonnée à une autorisation du Ministre chargé de la Santé.

Article 8 : Les conditions de vente ou de cession du cabinet de soins infirmiers sont celles fixées par les lois et règlements en vigueur.

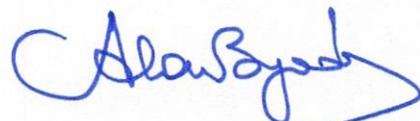
Article 9 : L'Inspecteur Général des Services de Santé, le Directeur du Sous-Secteur Sanitaire Privé, le Directeur Régional de la Santé du centre, le Haut-Commissaire de la province du Kadiogo, le Maire de la Commune de Ouagadougou sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 10 : Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le **13 AUG 2004**

AMPLIATIONS:

- 1 Original
- 2 Présidence du Faso
- 3 Premier Ministère
- Tous Ministères
- 1 SG/G-CM
- 1 IGE
- 5 SG Mini Santé
- Toutes Dtions Cent. MS
- 1 Impôts
- 1 Chambre de Commerce
- 1 Haut Commissariat /Kadiogo
- 1 DRS du centre
- 2 Commune de Ouagadougou
- 2 Intéressé
- 1 J.O.
- 2 Archives/Chrono



Bédouma Alain YODA

Officier de l'Ordre National